

politique internationale

no 108 – été 2005 Pp. 377-396

L'Asie centrale brûle-t-elle ?

VICKEN CHETERIAN*

* Directeur de programmes au centre de recherches CIMERA (Genève). Spécialiste de l'Asie centrale et du Caucase. Auteur, entre autres publications, de : *Little Wars and a Great Game, Local Conflicts and International Competition in the Caucasus*, Swiss Peace Foundation, Berne, 2001.

2005 est-elle l'année de tous les dangers pour l'Asie centrale ? Près de quinze ans après l'implosion de l'Union soviétique, le glas de la nomenklatura soviétique toujours au pouvoir dans les cinq pays de cette zone a-t-il sonné ? Le vent du changement qui souffle sur la région déchaînera-t-il une tempête ? Enfin, est-il déjà trop tard pour que les États-Unis, l'Union européenne, la Russie et les Nations unies adaptent leur politique à la nouvelle donne afin d'éviter un nouveau désastre ?

En mars dernier, dans les villes d'Osh et Jelalabad, au sud du Kirghizistan, des manifestants sont descendus dans la rue pour protester contre le truquage des résultats des récentes élections législatives. La foule a attaqué des commissariats de police et des immeubles administratifs, n'hésitant pas à y mettre le feu. Rapidement, toute la partie sud du pays s'est retrouvée aux mains des contestataires. Le 24 mars, des milliers de mécontents ont marché sur les bâtiments de la présidence dans la capitale, Bichkek. Le président Askar Akaev, en poste depuis 1991, a alors précipitamment quitté le territoire national. Cette même nuit, de nombreux commerces furent mis à sac et des incendies ravagèrent Bichkek — des scènes jamais vues auparavant dans cette cité connue pour le calme et la tolérance qui y règnent habituellement.

En mai, Andijan, une ville ouzbègue située à l'extrémité orientale de la vallée de la Ferghana, est entrée en rébellion à son tour. Au cours des mois précédents, la tension y avait atteint son paroxysme à cause du procès de vingt-trois hommes d'affaires accusés d'appartenir à un réseau informel nommé " Akramiya ", dont les membres s'engagent à appliquer une stricte éthique religieuse dans leurs activités commerciales. Le 13 mai, des dizaines d'hommes armés ont pris d'assaut le commissariat de police local et le bureau du gouverneur, et libéré des centaines de prisonniers (1). Le lendemain, l'armée ouzbègue est entrée dans Andijan. La troupe a encerclé une foule réunie sur la place centrale et ouvert indistinctement le feu. Bilan : plusieurs centaines de morts.

Nous trouvons-nous en présence d'un effet domino ? Faut-il s'attendre à de nouvelles révoltes en Ouzbékistan et dans le reste de l'Asie centrale (2) ?

Une transition bloquée

Démarrée en 1991, lorsque les cinq républiques centre-asiatiques ont obtenu leur indépendance de l'URSS, la transition n'a pas apporté les résultats espérés. Aujourd'hui, les clans au pouvoir sont plus coupés que jamais des préoccupations de leurs peuples. Que des réformes libérales aient été appliquées, comme au Kirghizistan et au Kazakhstan, que l'on ait conservé des économies administrées comme en Ouzbékistan et au Turkménistan ou que l'on combine mainmise de l'État sur l'agriculture et laissez-faire dans le reste de l'économie comme c'est le cas au Tadjikistan, partout la corruption aspire les maigres ressources disponibles. Partout, les nomenklaturas héritées de l'époque soviétique accumulent d'immenses richesses tandis que le niveau de vie de la population ne cesse de baisser. Le processus de prise de décision est concentré entre les mains de petits groupes de privilégiés qui ignorent superbement les difficultés quotidiennes de la masse des citoyens. Sans aucun scrupule, les dirigeants — qui ont pris les commandes de leurs pays respectifs dès les années 1980, quand ceux-ci n'étaient encore que des Républiques socialistes soviétiques — organisent régulièrement des simulacres d'élections qui ne servent qu'à renforcer leur pouvoir. Jusqu'à ce printemps, chacune de ces parodies de consultations populaires affaiblissait un peu plus l'espoir des habitants de voir la situation évoluer. Dans ce contexte, les révoltes d'Osh et de Jelalabad ont enflammé la région comme une étincelle dans un champ asséché.

On aurait tort, cependant, de considérer l'ensemble de l'Asie centrale comme un bloc uniforme au sein duquel tous les États fonctionneraient de manière identique. Bien entendu,

les cinq pays se trouvent sous la coupe de leaders illégitimes et, partout, le mécontentement gronde. Mais chaque pays a sa propre structure étatique et ses propres problèmes socio-politiques. Les récents événements l'ont démontré : alors que la marche d'une dizaine de milliers de personnes sur Bichkek a forcé le président kirghize à prendre la fuite, son homologue ouzbek, lui, a écrasé la rébellion de toute une ville de province dans le sang...

Il n'en est pas moins probable que la révolte kirghize a bel et bien incité la population d'Andijan à se mobiliser. Depuis Osh — la deuxième plus grande ville du Kirghizistan —, il ne faut qu'une demi-heure de route pour rallier Andijan, à travers les champs de coton de la vallée de la Ferghana. Cette vallée a une longue histoire d'insurrections en tous genres. Trois États se la partagent : l'Ouzbékistan, qui abrite la plus grande partie de la vallée ; le Tadjikistan, dont la deuxième plus grande ville, Khojand, y est située ; et le Kirghizistan. Dans les années 1920, la vallée de la Ferghana a été le cœur de la rébellion Basmachi — une guérilla qui s'opposa violemment au retour des Russes dans la région *via* l'importation de la révolution bolchévique. Et tout au long de l'ère soviétique, les traditions islamiques n'y ont jamais faibli. En fait, cette vallée offre un concentré de tensions sociales, religieuses et ethniques confinées entre de hautes montagnes (3). Dans cette zone de 22 000 kilomètres carrés vivent 12 millions d'habitants, soit un cinquième de la population totale de l'Asie centrale. La vallée connaît un chômage chronique ; par surcroît, des quantités de plus en plus grandes d'héroïne afghane destinée à la Russie et à l'Europe transitent par son territoire ; or le trafic d'armes et de drogue en provenance d'Afghanistan et du Tadjikistan, organisé par de puissants réseaux criminels, se joue aisément des frontières nationales. Dans la partie ouzbègue, l'islam politique, monté en puissance depuis la disparition de l'URSS et de son idéologie totalitaire, est sévèrement réprimé par les autorités. La mutinerie et le massacre d'Andijan n'ont été que le dernier épisode d'une longue escalade d'événements dramatiques : la répression des manifestations de 1992 à Namangan ; les arrestations d'imams officiant dans des mosquées indépendantes ; et la guérilla conduite par le Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO) contre le régime d'Islam Karimov en 1999-2000.

Ouzbékistan : islamistes radicaux contre régime répressif

Le président ouzbek Islam Karimov a accusé des groupes islamistes radicaux — citant, en particulier, le Hizb ul-Tahrir (Parti de la libération) — d'avoir fomenté le soulèvement de mai dernier à Andijan afin d'établir une république islamique dans la région. Par cette accusation, l'homme fort de Tachkent essaie de justifier le carnage auquel l'armée s'est livré

dans la ville rebelle. À l'en croire, cette répression était une étape logique de la lutte que son pays conduit contre le "terrorisme islamiste". En se présentant comme un rempart déterminé face aux islamistes, Karimov espère recevoir le soutien des États-Unis et de la Russie, les deux Grands étant, eux aussi, engagés dans leurs propres "guerres contre le terrorisme". Stratégie habile : s'il parvient à ses fins, le régime ouzbek ne sera plus considéré comme une tyrannie en rupture de ban, mais comme un allié des puissances mondiales dans leur combat contre l'ennemi commun...

Il est vrai que, par le passé, l'Ouzbékistan a déjà été confronté à des groupes islamistes qui avaient recours à la lutte armée, voire aux attentats terroristes. À la fin des années 1990, le MIO, depuis ses bases situées en Afghanistan et au Tadjikistan, avait lancé une guérilla à l'encontre de l'Ouzbékistan dans le but avoué de faire chuter le régime de Karimov. Les deux chefs du MIO, Tahir Yuldash et Juma Namangani, étaient originaires de la vallée de la Ferghana. Ils s'étaient alliés aux Talibans autour de l'objectif consistant à établir un califat dans toute la vallée. À l'automne 2001, l'intervention en Afghanistan de la coalition internationale conduite par les États-Unis a dispersé le MIO et affaibli ses alliés régionaux — tels que les Talibans, certains seigneurs de la guerre tadjiks qui contrôlaient certaines régions afghanes et, enfin, Al Qaïda, à laquelle le MOI était, et reste, probablement lié.; mais, dans la vallée, les tensions ne se sont pas apaisées pour autant (4).

Désireuses de limiter les infiltrations des guérilleros, les autorités de Tachkent ont fermé et miné leurs frontières. Elles ont également imposé aux ressortissants des pays voisins un sévère régime de visas. Ces mesures étaient destinées à mettre les rebelles en difficulté ; en réalité, elles n'ont fait qu'accroître l'appauvrissement de la population ouzbèke et donner de meilleures chances aux mouvements islamistes. Car le radicalisme se nourrit de la pauvreté des masses. La fermeture des frontières a eu, en effet, pour conséquences une baisse du volume des échanges commerciaux, un amoindrissement de la production agricole et une pénurie de produits à vendre dans les bazars traditionnels. Par ailleurs, le régime ouzbek semble incapable de distinguer les guérilleros islamistes armés de groupes pacifiques qui souhaiteraient intégrer certaines valeurs musulmanes dans la politique et la société — ou même d'individus simplement désireux de vivre en accord avec leur foi. Aujourd'hui, dans la vallée de la Ferghana comme à Tachkent, il suffit de porter une barbe non taillée pour s'attirer de gros ennuis de la part d'officiers de police particulièrement suspicieux.

L'Ouzbékistan est l'un des États les plus répressifs de l'espace post-soviétique. D'après les organisations de défense des droits de l'homme qui suivent de près son évolution, on y compte plus de 7 000 prisonniers politiques et la torture y est affaire courante...

La combinaison d'un régime répressif et de l'échec du modèle économique en font un pays particulièrement explosif. Au milieu des années 1990, l'Ouzbékistan était pourtant perçu comme le plus efficace des cinq États d'Asie centrale. Certains lui prédisaient même un avenir de " tigre " asiatique. La richesse de ses ressources naturelles était une véritable manne. La force de ses institutions étatiques garantissait la stabilité interne. Et ses 26 millions d'habitants devaient attirer les investisseurs dans la mesure où les Ouzbeks étaient suffisamment nombreux pour servir à la fois de main d'œuvre... et de premiers consommateurs pour les produits de l'économie locale. Au début de la décennie dernière, le pari semblait en passe de réussir : les centaines de millions de dollars investis par des étrangers devaient permettre de moderniser le pays. Mais le monopole d'État sur la conversion des devises a bloqué les investissements étrangers. Quant à la corruption et à la bureaucratie, elles ont chassé les rares courageux qui avaient tout de même osé investir dans l'économie ouzbèke. Même si le président Karimov continue de promettre des réformes qui produiront une croissance rapide, il est plus qu'improbable qu'un tel scénario se réalise prochainement. L'élite au pouvoir à Tachkent est une véritable caste dont la richesse provient du contrôle qu'elle exerce sur les structures d'État et les ressources naturelles. Or cette caste apparaît très réticente à abandonner la moindre parcelle de ses immenses prérogatives...

Première matière d'exportation du pays : le coton, qui compte pour un quart des exportations ouzbèkes et représente la source de revenus principale de l'État et du clan qui le dirige. Si le secteur agricole a connu certains changements depuis l'indépendance, la domination du centre sur toute la production du coton demeure intacte. Les fermes ne s'appellent plus " kolkhozes " ou " fermes collectives " mais la terre continue d'appartenir à l'État. Ce dernier détermine quel produit chaque ferme doit cultiver, achète ces produits à des prix qu'il fixe lui-même et les exporte en les vendant, cette fois, aux prix en vigueur sur les marchés internationaux... La différence entre le prix d'achat et de vente vient remplir le budget de l'État. *In fine*, elle est redistribuée en liquide entre les membres de la coterie au pouvoir. Ce système a plusieurs conséquences secondaires : les paysans n'ont pas le droit de quitter leurs fermes — ils doivent même obtenir une permission officielle s'ils souhaitent voyager dans d'autres provinces du pays ; la récolte du coton repose en grande partie sur le travail des enfants ; enfin, la mer d'Aral continue de mourir car toute les eaux du fleuve Amu Darya et une bonne partie de celles du Syr Darya sont déviées vers les sables du désert où le coton est cultivé.

Conclusion : l'Ouzbékistan est dirigé par un régime autoritaire qui n'a pas procédé à la modernisation économique qu'exige l'époque. D'après un rapport de l'International Crisis

Group, la monoculture du coton en Ouzbékistan — mais, aussi, au Tadjikistan et au Turkménistan — “ contribue à la répression politique, à la stagnation économique, à la paupérisation de la population et à la dégradation de l’environnement ” (5).

Islam Karimov est arrivé au pouvoir en 1989, avec la promesse de ramener la stabilité dans une république troublée par de longues luttes internes entre cadres du Parti communiste local (6). Il avait alors été choisi parce qu’il semblait incarner une solution de compromis entre plusieurs centres de pouvoir. Mais, en réalité, il défend surtout les intérêts du clan de Samarkand, ville dont il est originaire.

Même si, en seize ans de règne, Karimov a concentré entre ses mains l’essentiel du pouvoir, il lui faut quand même tenir compte de quelques fortes personnalités : Ismaïl Jurabeikov, un autre représentant du clan de Samarkand ; Rustam Inoyatov, chef des services de renseignements, issu du clan de Tachkent ; et Zadir Almatov, ministre de l’Intérieur et soutenu par le clan de Samarkand. En clair, l’Ouzbékistan est dirigé aujourd’hui par une alliance entre les clans de Tachkent et de Samarkand. L’union de ces intérêts claniques autour de la figure du président n’est pas chose aisée, et certains signes — comme des attentats à la bombe qui ont visé des unités de la police à Tachkent en avril 2004 — laissent à penser qu’une sourde lutte d’influence serait engagée au sommet (7).

Les événements d’Andijan marqueront-ils le début de la fin du régime de Karimov ? Il est probable que la continuité de son règne dépendra de la volonté des clans de rester soudés face à la menace commune. Si la contestation venait à prendre une grande ampleur, il est possible que ceux qui soutiennent aujourd’hui le président décideront que son maintien au pouvoir est une voie sans issue et que le temps est venu d’apporter des changements à la tête de l’État. Mais même la solidarité de l’élite ne suffira peut-être pas à sauver le régime. La population a faim. Elle est en colère. Rien ne dit que la révolte d’Andijan n’aura pas donné des idées à d’autres villes. La prochaine fois, l’armée obéira-t-elle de nouveau quand il lui sera ordonné de tirer sur la foule ?

À la suite du massacre d’Andijan, l’Ouzbékistan s’est détourné de Washington pour se rapprocher de Moscou et de Pékin. Première décision d’importance : Tachkent a décidé de quitter le GUUAM (une union anti-russe composée de plusieurs ex-républiques soviétiques, à savoir la Géorgie, l’Ukraine, l’Ouzbékistan, la Moldavie et l’Azrbaidjan). Alors que les États-Unis — qui avaient, d’abord, réagi très mollement à la nouvelle du massacre — ont commencé à demander avec insistance la tenue d’une enquête sur les événements du 13 mai et appelé l’Ouzbékistan à procéder à des réformes démocratiques, le président Islam Karimov a effectué, fin mai, une visite officielle en Chine, au terme de laquelle des accords économiques

d'une valeur totale de 600 millions de dollars ont été signés. À l'intérieur, la répression fait rage : les arrestations de défenseurs des droits de l'homme, de journalistes indépendants et d'autres militants politiques a augmenté en intensité. Le message est limpide : Andijan pourrait être le Tienanmen ouzbek, et Karimov est prêt à changer d'alliés... mais pas de politique.

Kirghizistan : une “ oasis de démocratie ”

Depuis qu'Askar Akaev a fui son pays après l'attaque de son palais présidentiel par des manifestants en colère, la presse nationale et internationale a traité l'ex-président kirghize de tous les noms. Il faut pourtant admettre que, sous son égide, le Kirghizistan a été le plus ouvert des États d'Asie centrale. Des partis d'opposition y avaient pignon sur rue ; la liberté de la presse était réelle malgré une politique officielle restrictive à l'égard des médias ; et des ONG étrangères pouvaient vaquer à leurs occupations sans obstacles majeurs. Mais ce serait faire trop d'honneur au dirigeant déchu que de lui attribuer l'entière responsabilité de cette relative ouverture. Celle-ci s'explique, en effet, autant par la réticence du président à détruire tout embryon de contre-pouvoir que par la faiblesse de l'État, incapable d'imposer son autorité sur un pays montagneux parsemé de structures ethniques et sociales très différentes. En fait, ce qu'il a manqué au Kirghizistan pour devenir un État pleinement démocratique, c'est à la fois des institutions étatiques développées et un engagement actif de ses citoyens dans la vie politique.

Rapidement décrit par les observateurs comme une “ oasis de démocratie ”, le Kirghizistan avait obtenu son indépendance sous la baguette d'un président réformiste qui n'était pas vraiment un apparatchik du Parti communiste. Akaev, scientifique de formation, avait promis à ses concitoyens des réformes libérales économiques de marché et un système politique pluraliste. Dans les années 1990, il voyagea en Occident pour plaider la cause de son pays. Son appel rencontra un certain écho dans les capitales de l'Ouest. Le Kirghizistan reçut plus d'aides au développement et d'assistance technique que tout autre pays de la région. Très vite, il devint l'enfant chéri des chancelleries occidentales. De nombreux intellectuels européens et américains voulurent voir dans son évolution la preuve de l'universalité des valeurs libérales : si ces valeurs pouvaient être appliquées dans les steppes d'Asie centrale, c'est bien qu'elles étaient bonnes pour la planète entière !

“ Je pense qu'un homme politique doit partir alors qu'il se trouve encore sur une trajectoire ascendante ”, répondit Akaev, lors d'une interview réalisée il y a dix ans, à un

journaliste qui lui demandait s'il se représenterait pour un troisième mandat (il avait été élu président de République soviétique socialiste du Kirghizistan en 1990, avant d'être élu président du Kirghizistan indépendant en 1995 et réélu en 2000, à l'occasion de consultations critiquées par l'opposition et les observateurs internationaux). La démocratie et la stabilité kirghizes auraient beaucoup gagné si le président avait suivi son propre conseil...

Malheureusement, le pays connut un tout autre sort. La privatisation massive conduite par les autorités donna à quelques rares élus l'occasion de s'enrichir brusquement. La popularité d'Akaev s'effondra. Pour demeurer au sommet de la pyramide, le groupe au pouvoir se mit à alors à truquer les élections, à emprisonner les leaders politiques qui risquaient de présenter un danger pour le président et à exercer une forte pression sur les médias proches de l'opposition, allant jusqu'à les menacer de fermeture administrative s'ils ne changeaient pas leur fusil d'épaule.

L'année 2005 vit exploser les tensions accumulées depuis dix ans. Des élections législatives furent organisées en février (le second tour eut lieu le 13 mars). La présidentielle, elle, devait avoir lieu en octobre. Akaev, déjà impopulaire, s'était, en plus, récemment aliéné une partie de l'élite politique du Sud ainsi que de puissants leaders du Nord et de la région montagneuse de Narin, en concentrant tous les intérêts économiques entre les mains des membres de sa " Famille ". Autre facteur d'instabilité : Akaev avait promis qu'il ne se représenterait pas, sans désigner clairement son successeur. Dans de telles conditions, même ses derniers partisans commencèrent à se demander s'il était très avisé de rester fidèles à un dirigeant visiblement en fin de course. Le temps était venu de sauter du train en marche.

On connaît la suite. L'opposition contesta les résultats des législatives de février-mars 2005. Il y avait de quoi, en effet : des 75 sièges de l'Assemblée nationale, seuls 6 avaient été attribués aux adversaires du président alors même — répétons-le — que la popularité de celui-ci était au plus bas ! Initialement, la mobilisation de l'opposition n'était pas destinée à renverser le régime d'Akaev. En tout cas, ses initiateurs affirment qu'ils ne souhaitaient pas faire la révolution, mais seulement préparer la population à une mobilisation globale qui était censée donner sa pleine mesure à l'occasion de la présidentielle d'octobre. Autre son de cloche de la part d'un diplomate occidental en poste à Bichkek, qui nous a confié que l'opposition avait profité du truquage des législatives pour organiser un putsch contre un président affaibli et marginalisé.

Quoi qu'il en soit, la révolution de mars a révélé la faiblesse de l'État kirghize. Il appartient désormais aux nouveaux dirigeants — les deux principaux sont le président par intérim Kurmanbek Bakiev, très populaire dans le Sud, et l'ancien maire de Bichkek, Félix

Kulov, qui jouit du soutien du Nord — de tenter de le renforcer, bien que les conditions soient pour le moins difficiles. Après la stabilisation de l'émigration des Russes ethniques, atteinte au milieu des années 1990, l'incertitude de la situation actuelle a généré une nouvelle vague de migrants. Quant à l'enthousiasme occidental pour le Kirghizistan, il s'est étiolé. La population, pour sa part, est fatiguée et appauvrie. *Last but not least* : aucun des leaders actuels n'est capable de représenter la volonté commune d'une nation plus divisée que jamais. Si l'alliance entre Bakiev et Kulov survit à la présidentielle du 10 juillet 2005, il est permis d'espérer que ce leadership bénéficiera d'un appui suffisant de la population pour imposer la loi et l'ordre dans le pays ; dans le cas contraire, le Kirghizistan risque fort de sombrer dans l'anarchie et le chaos...

Kazakhstan : la manne des hydrocarbures de la Caspienne

Le Kazakhstan a été la dernière république soviétique à proclamer son indépendance, de crainte que celle-ci ne produise plus de désagréments que d'avantages. Il est vrai que ce pays de la taille d'un continent n'affiche pas une unité à toute épreuve : sa nouvelle capitale, Astana, et ses provinces septentrionales sont principalement peuplées de Russes tandis que, dans le Sud, vit une importante communauté ouzbèque... L'immense steppe a beaucoup souffert de l'exploitation sauvage conduite à l'époque soviétique. L'assèchement de la mer d'Aral et la radioactivité qui règne aux alentours du centre d'expérimentation nucléaire de Semipalatinsk sont deux terribles illustrations des catastrophes que l'homme est capable d'infliger à son environnement. Bref, situé entre une Russie en plein recul dans les années 1990 et une Chine en pleine expansion, le Kazakhstan avait toutes les raisons de scruter l'avenir avec inquiétude.

Mais, surprise : l'indépendance fut un succès pour ce géant dépeuplé situé au cœur de l'Asie. La découverte d'un gigantesque champ pétrolifère à Kashagan a fait du Kazakhstan le treizième plus grand producteur de pétrole de la planète, avec un million de barils par jour. De plus, le pays dispose de gisements non négligeables de zinc et d'argent. Grâce à la hausse continue du prix de l'or noir, la balance commerciale kazakhstanaise est largement excédentaire (9). Le Kazakhstan est le moteur économique de toute la région. Il attire de nombreux travailleurs immigrés originaires des États voisins. Mais même si ce développement spectaculaire a pu permettre au président Nursultan Nazarbaev de présenter son pays comme un "modèle", les défis restent nombreux : certains citoyens ont profité du boom pétrolier, mais les paysans et les habitants des centres industriels du Nord, eux,

subissent de plein fouet la dépression économique due au dépérissement d'une industrie dont les équipements remontent à l'époque soviétique : les usines ne fonctionnent qu'à 10-30 % de leurs capacités et le chômage se répand dans tout le pays.

Quant à l'élite au pouvoir, des signes insistants semblent indiquer qu'elle est secouée par de véritables guerres intestines. Depuis que les dirigeants kazakhstanais ont accumulé de grandes fortunes, leur lutte ne se déroule plus dans le domaine économique mais dans l'arène politique. Plusieurs anciens collaborateurs de Nazarbaev ont rejoint les rangs de l'opposition, y compris l'ancien premier ministre Akezhan Kazhegeldin, qui vit désormais en exil à Londres. Il y a peu, l'opposition a été encore renforcée par le ralliement à la Coalition des forces démocratiques de l'ancien président du Parlement, Zhaemakhan Tuyakbai. À n'en pas douter, le règne de Nazarbaev sera soumis à rude épreuve à l'occasion de l'élection présidentielle prévue pour décembre 2006.

De par sa nature, le Kazakhstan est un État fragile. Ce demi-continent ne compte que 15 millions d'habitants, dont une bonne moitié n'appartiennent pas au groupe ethnique dominant. La montée du nationalisme russe, d'une part, et la présence de la Chine toute proche, d'autre part, suscitent de grandes craintes dans un pays pratiquement dénué de forces armées et qui se retrouverait sans doute complètement démuni en cas de révolte interne ou de menace extérieure.

Turkménistan : Ubu en son royaume

Les revenus tirés de la vente du gaz naturel ont transformé le Turkménistan en un théâtre baroque sur la scène duquel se poursuit, depuis près de quinze ans, un interminable one-man-show. Le président Saparmurad Niazov a fait de son pays le royaume du "Turkmenbashi" — un titre qu'il s'est lui-même attribué et qui signifie "le chef de tous les Turkmènes". Aucune opposition n'est tolérée. Les derniers survivants des groupes démocratiques nés à l'époque de la perestroïka sont pourchassés par la police politique turkmène jusqu'à Moscou. La liberté de la presse est inexistante, pour la bonne et simple raison que tous les médias du pays ont été créés par le président en personne. Les citoyens turkmènes doivent obtenir une permission spéciale pour voyager à l'étranger. Bref, toute la vie publique se trouve sous le contrôle absolu de l'État, comme dans l'URSS des années 1950.

Paradoxalement, la chute des Talibans a renforcé l'importance géopolitique du Turkménistan et encore consolidé le règne de Niazov. Depuis l'intervention américaine en Afghanistan, on évoque à nouveau la construction prochaine d'un immense pipeline qui

transportera le gaz naturel des champs de Dauletabad-Donmez à Quetta (Pakistan) et à Fazilka (Inde). L'ouvrage coûterait environ 3,5 milliards de dollars. La Banque asiatique de développement s'est déjà mise sur les rangs pour le financer. Bien sûr, ce projet est encore très loin d'être réalisé. Mais s'il voyait le jour, ce serait le second grand tracé, après l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan, permettant de livrer les hydrocarbures de la Caspienne aux marchés mondiaux *via* une infrastructure échappant au contrôle russe. À l'heure actuelle, le Turkménistan exporte son gaz naturel en Ukraine et en Europe à travers le système de pipelines de la Russie — une situation qui génère sans cesse des disputes entre les deux pays sur le prix du service fourni par les Russes et sur le mode de paiement.

Le Turkménistan est un pays à nul autre pareil. Le mois de janvier y a été renommé "Turkmenbashi" en l'honneur du président ; les autres mois de l'année sont désignés par les termes "drapeau", "indépendance" ou encore "Ruhnama" — une sorte de Code spirituel rédigé par le leader de la nation pour l'éducation de son peuple. Quant au mois d'avril, il porte le nom de "Gurbonsultan", hommage à la mère du chef de l'État, décédée lors du tremblement de terre qui ravagea la capitale, Achkhabad, en 1948. Les méthodes excentriques de Niazov ont imprimé des marques profondes dans la société turkmène. Sa décision de supprimer la double nationalité, prise en 2002, a conduit à l'émigration des Russes ethniques qui habitaient à Achkhabad et dans les autres grandes villes. Le chef suprême a également bouleversé le système de santé en concentrant tous les hôpitaux dans la capitale et en fermant tous ceux qui se trouvaient dans les provinces — et cela, sur un territoire plus grand que l'Allemagne ! Enfin, le président a proscrit l'apprentissage des langues étrangères dans les écoles publiques et interdit l'entrée du pays aux journalistes étrangers.

Le Turkmenbashi a utilisé les revenus générés par le gaz naturel pour développer un véritable État policier et pour imposer sa propre vision de l'utopie turkmène. Résultat : son pays est isolé du reste du monde, aussi bien physiquement qu'intellectuellement. Le Turkménistan est aussi stable qu'un arbre mort. Le premier coup de vent l'abattra.

En effet, l'État est comparable à une pyramide au sommet de laquelle trône un leader craint et détesté par tous ses sujets. La tentative d'assassinat qui l'a visé en novembre 2002, apparemment perpétrée par des personnalités très élevées dans la hiérarchie, et l'exode massif de diplomates turkmènes qui ont été nombreux, spécialement il y a deux ans, à demander l'asile politique en Europe et aux États-Unis, sont des signes qui indiquent que même des proches du régime souhaitent sa fin.

Tadjikistan : après la guerre civile

Au début du mois d'avril, *Rubezh 2005* (Frontière 2005), un exercice militaire conjoint des pays membres de la Communauté d'États indépendants (CEI), a dû être transféré du Kirghizistan, où il devait initialement avoir lieu, au Tadjikistan. Ce changement de programme se comprend aisément : en proie à une révolte interne et à un profond bouleversement politique, le Kirghizistan ne pouvait tout simplement pas se permettre d'accueillir sur son sol des forces armées étrangères en pleines manœuvres. Curieuse coïncidence : les troupes des six pays participant aux exercices devaient, dans le cadre de cet entraînement, "déjouer une révolution" similaire à celle qui était à l'œuvre dans le pays... Un porte-parole du ministère russe de la Défense a déclaré à cet égard : "Ces manœuvres ne sont d'aucune façon liées à la situation actuelle au Kirghizistan. Elles avaient été programmées longtemps à l'avance, conformément au plan d'entraînement pour le déploiement rapide des forces armées préparé par l'Organisation du traité de sécurité collective" (10). Quoiqu'il en soit, au Tadjikistan aussi, ces opérations étaient d'actualité. En effet, le pays venait d'organiser, au même moment qu'au Kirghizistan, des élections législatives. L'OSCE et les partis de l'opposition criaient au truquage, ce qui ne pouvait que rendre les autorités tadjiques particulièrement nerveuses. D'après les résultats officiels, le Parti démocratique du peuple, au pouvoir, avait obtenu 80 % des 63 sièges. Son allié, le Parti communiste, avait pour sa part obtenu cinq sièges ; quant à la principale formation d'opposition, le Parti de la renaissance islamique, il n'avait remporté que deux sièges...

Depuis la révolution kirghize, les autorités tadjiques ont accentué leur pression sur les activistes politiques d'opposition. L'inamovible président, Imomali Rakhmonov, a probablement l'intention de briguer un nouveau mandat à la présidentielle de novembre 2006 et ne semble guère désireux de permettre à qui que ce soit de lui disputer une nouvelle victoire. En avril, le leader du Parti démocratique — qui n'a obtenu aucun siège lors des dernières législatives —, Mahmudruzi Iskandarov, a disparu à Moscou. Un peu plus tard, on apprit qu'il était détenu à Douchanbe dans l'attente d'un procès pour "activités subversives". Iskandarov a été l'un des chefs de l'Opposition tadjique unie qui avait affronté les forces gouvernementales pendant la guerre civile qui opposa, de 1992 à 1997, les troupes loyales au gouvernement à l'opposition "islamiste", faisant de 60 000 à 150 000 victimes. Plus tard, il fut amnistié et occupa même plusieurs postes au gouvernement jusqu'en 2003. Récemment, il avait fait état de sa volonté de se présenter à l'élection présidentielle de 2006. Un autre leader politique a été arrêté il y a peu. Il s'agit de Yakub Salimov, ancien ministre de l'Intérieur et ambassadeur. Pendant la guerre civile, Salimov avait dirigé les miliciens du Front Populaire (loyalistes). Plus généralement, il a été un allié de longue date du président. Une fidélité guère

récompensée : jugé pour trahison et banditisme, il a été condamné à quinze ans d'emprisonnement.

Non contentes de se débarrasser de leurs “ ennemis intérieurs ”, les autorités tadjiques semblent également déterminées à limiter l'influence étrangère. Elles ont estimé que les révolutions ayant jeté bas les régimes géorgien, ukrainien et kirghize sont dues à la pénétration dans ces pays d'idées venues tout droit de l'Occident et au financement, par ce même Occident, de diverses ONG et missions diplomatiques qui ont mobilisé les populations. C'est pourquoi Douchanbe a renforcé son contrôle sur les activités des ONG étrangères et tente de restreindre leur implication au Tadjikistan.

À l'intérieur, ni l'opposition ni l'opinion publique ne semblent souhaiter affronter ouvertement le régime. Il est vrai que le souvenir de la guerre civile de 1992-1997 est encore vivace dans tous les esprits (11). Les affrontements s'étaient conclus par un accord dans lequel Rakhmonov promettait à l'opposition de partager progressivement son pouvoir avec elle, en lui confiant 30 % des postes gouvernementaux.. Mais le président n'en a rien fait. Bien au contraire, il a concentré le pouvoir entre ses mains et celles de ses partisans originaires de la région de Kulyob. La tendance est à la mise à l'écart de toutes les anciennes élites issues de Khojand et de Garm — qu'elles aient guerroyé aux côtés des forces gouvernementales ou de l'opposition pendant le conflit. Quant aux islamistes, ils ne se sont vu attribuer que quelques sièges symboliques.

À l'époque soviétique, le Tadjikistan était la plus pauvre des quinze républiques de l'Union. Avec la disparition de l'URSS, la situation n'a fait qu'empirer : fin des subsides de Moscou, difficultés dues à la transition économique, destructions occasionnées par la guerre civile... Aujourd'hui, plus de 900 000 Tadjiks (sur une population totale de 7 millions) travaillent à l'étranger, principalement en Russie et au Kazakhstan. Pour une raison simple : les salaires locaux ne dépassent pas la somme de 25 dollars par mois. Et n'oublions pas que l'enclavement géographique du pays — dont 90 % du territoire sont des zones montagneuses et arides — rend son développement économique encore plus compliqué...

On le voit : en quinze ans, le Tadjikistan a connu une histoire très agitée. En 1992 — nous l'avons dit —, il plongea dans une guerre civile dont il n'émergea que cinq ans plus tard grâce à la promesse du régime de partager le pouvoir avec l'opposition (12). C'est aussi le seul État d'Asie centrale où des islamistes occupent des postes de gouvernement, même s'il est vrai que ces postes sont secondaires. Mais la politique que conduit actuellement le président est en train de vider l'accord de paix de tout son sens. Du coup, ce pays miséreux risque bien de connaître une nouvelle déstabilisation à court terme...

Compétition géopolitique

Présence américaine

La fragilité interne des États d'Asie centrale s'accroît encore du fait de la rivalité des grandes puissances mondiales qui s'y affrontent à fleurets mouchetés. L'influence russe recule sous la poussée américaine, d'une part, et chinoise, d'autre part (13). Depuis le 11 Septembre et la guerre en Afghanistan, cette confrontation a pris une nouvelle dimension : une dimension militaire. Les bases militaires situées en Ouzbékistan, au Kirghizistan et au Tadjikistan ont servi de tremplin aux opérations américaines contre les Talibans. La guerre d'Afghanistan s'éternisant, les bases aériennes américaines de Khanabad (Ouzbékistan) et de Manas (Kirghizistan) prennent un aspect permanent. Cette installation à long terme indique clairement que la présence militaire des États-Unis en Asie centrale possède une dimension stratégique qui va bien au-delà des objectifs immédiats de la campagne afghane. Situées entre la Russie et la Chine, ces bases offrent à Washington une position très avantageuse qui lui permet de contrer l'influence exercée par ses deux grands rivaux en Asie et même au Moyen-Orient.

La présence militaire américaine remplit un deuxième objectif : contrôler les ressources énergétiques de la Caspienne. Le pétrole kazakhstanais et le gaz naturel turkmène, tout comme le pétrole azerbaïdjanais, font l'objet de nombreuses spéculations et, parfois, d'exagérations évidentes — comme lorsque certains rapports américains estiment que les ressources potentielles de la région seraient comparables à celles de l'Arabie saoudite... Quoiqu'il en soit, il est clair que l'Asie centrale attise d'autant plus les convoitises que le golfe Persique se trouve en proie à une grande instabilité depuis le début des années 1990. Tout cela explique que de nombreux pays cherchent activement des sources d'énergie alternatives.

On ne saurait toutefois réduire les intérêts russes et américains dans cette zone au seul contrôle des ressources énergétiques et des pipelines : pour Moscou comme pour Washington, ce contrôle ne représente pas une fin en soi mais, surtout, un instrument permettant de dominer la région.

Retour russe

À seulement 30 kilomètres de la base aérienne américaine du Kirghizistan, les Russes ont installé, en 2003, leurs propres jets Sukhoï, sur la base de Kant. Il s'agissait-là de la première ouverture d'une base russe à l'étranger depuis la fin de l'URSS. 500 hommes y sont

stationnés. Et la Russie n'entend pas s'arrêter là : la piste d'atterrissage fait actuellement l'objet des travaux d'agrandissement destinés à autoriser l'arrivée de tous types d'avions de combat. En 2004, Vladimir Poutine a inauguré une autre base, au Tadjikistan, à proximité de la capitale Douchanbe. Cette base accueille 5 000 soldats appartenant à la 201^{ème} division motorisée. C'est l'évidence : le Kremlin est déterminé à établir fermement ses avant-postes militaires en Asie centrale pour regagner un peu de son poids passé dans la région et faire pièce à la montée de l'influence américaine. Plus significatif encore : l'expansion des intérêts économiques russes dans la région. Le Système énergétique unifié (SEU) — la compagnie nationale d'électricité — a récemment acquis 50 % de la plus grande centrale électrique du Kazakhstan. Le SEU a également investi 350 millions de dollars dans des centrales hydro-électriques au Kirghizistan. Quant au Tadjikistan, Vladimir Poutine a promis d'y investir 560 millions de dollars. Plus généralement, dans toute l'Asie centrale, les investisseurs russes sont, également, très actifs dans les domaines du transport, des télécommunications, de l'exploitation minière et des médias.

La Russie, aujourd'hui, souhaite à tout prix étendre son influence dans l'ancien espace soviétique. L'époque de Boris Eltsine avait été marquée par l'espoir que Moscou intégrerait progressivement les structures occidentales. Ces projets, on le sait, ne se sont pas concrétisés. Avec l'arrivée aux affaires de Vladimir Poutine, le Kremlin a changé son fusil d'épaule. Il désire désormais renforcer sa position dans l'« étranger proche ». La nouvelle stratégie russe n'est nullement dictée par de quelconques principes idéologiques : elle relève de la *realpolitik* la plus pure. Si une telle approche a pu séduire les présidents du Kazakhstan ou de l'Ouzbékistan, elle a, en revanche, comme on le sait, largement échoué dans le cas de l'Ukraine.

La politique conduite par Moscou consiste à soutenir des leaders locaux perçus comme « loyaux » envers le Kremlin. Mais la Russie ne propose aucun modèle pour le développement futur des pays de l'« étranger proche ». C'est pourquoi les peuples de ces pays, déçus par leurs leaders et avides de changement, sont plus attirés par l'ouest démocratique ou par le radicalisme islamiste que par la vision pragmatique et égoïste de l'ancien « grand frère »...

Arrivée de la Chine

Avec les États-Unis et la Russie, la Chine est le troisième Grand qui s'intéresse de près à l'Asie centrale. Comme les deux autres puissances, l'empire du Milieu agit à la fois en fonction de préoccupations de sécurité et pour satisfaire ses besoins sans cesse croissants en matière d'énergie. Depuis 1997, Pékin a signé avec Astana plusieurs accords sur l'importation

de pétrole kazakhstanais. Le plus récent de ces accords date d'avril 2005. Par ce texte, les deux parties s'engagent à construire entre Atasu (Kazakhstan) et Alashankou (Chine) un nouveau pipeline d'une longueur de 920 kilomètres qui transportera 10 millions de tonnes de pétrole par an. Mais ce n'est qu'un début : la Chine souhaite importer 145 millions de tonnes d'ici à 2020 et discute d'un projet de pipeline long de 7 000 kilomètres qui relierait le champ pétrolifère kazakhstanais de Kashaganak au territoire chinois. Malgré les bénéfices promis par cette coopération, de nombreux Kazakhstanais craignent que de tels projets n'amènent dans leur pays des dizaines de milliers de travailleurs chinois qui finiront par s'y installer. Cette peur de la Chine a été exprimée d'une façon particulièrement véhémement par l'écrivain kazakhstanais Sherkhan Murtaza, qui a proposé d'établir des restrictions légales aux mariages entre ses compatriotes et des ressortissants chinois (14).

Une tension comparable règne au Kirghizistan. L'unique fois où la police kirghize a ouvert le feu contre sa propre population, ce fut en mars 2002, à Aksy, lors d'une manifestation de villageois qui protestaient contre la cession de plusieurs territoires frontaliers à la Chine. Il y eut quatre morts et une soixantaine de blessés. Ces événements portèrent un rude coup à l'image du président Askar Akaev. Celui-ci fit endosser toute la responsabilité de cette tragédie à son premier ministre, Kurmanbek Bakiev, le forçant à la démission (15).

Les appétits chinois suscitent les pires craintes, plus encore que ceux de la Russie et des États-Unis. À l'instar de la Sibérie, l'Asie centrale est un territoire gigantesque et très peu peuplé. On comprend aisément que le voisinage de la plus grande nation du monde, qui ne cesse de bander ses muscles économiques et militaires, ne laisse d'inquiéter les peuples et les dirigeants de la région.

Mais l'imbrication de plus en plus grande entre la Chine et l'Asie centrale est également source de préoccupation pour Pékin, qui tente de juguler la montée des sentiments indépendantistes au sein des Ouïghours. Ces habitants du Xinjiang — une zone située à l'ouest du pays, à proximité immédiate du Kazakhstan et du Kirghizistan — sont des Turcs ethniques, culturellement et linguistiquement proches des Ouzbeks. Ils professent l'islam sunnite. Le développement économique du Xinjiang a drainé vers cette région une importante immigration interne de Chinois Han, venus des provinces centrales de la Chine. Leur arrivée massive a encore aiguisé les tensions existantes. D'après certaines estimations, cet afflux a modifié le caractère ethnique de la province et les Han y seraient désormais plus nombreux que les Ouïghours. Alors que les relations entre l'ouest de la Chine et les pays d'Asie centrale se multiplient, Pékin redoute de voir les mouvements séparatistes ouïghours se radicaliser au contact de leurs "frères" centre-asiatiques. C'est pourquoi le gouvernement central n'a pas

hésité à mettre en place, au Xinjiang, une double politique qui allie la carotte du développement économique au bâton de la répression policière.

En guise de conclusion

Il y a quinze ans, tout juste indépendante, l'Asie centrale n'avait pas généré un enthousiasme débordant à l'étranger. La plupart des experts et des dirigeants politiques craignaient pour l'avenir de ces cinq jeunes États. Plusieurs affrontements inter-ethniques qui avaient ensanglanté les dernières années de l'URSS donnaient à penser que toute la zone allait rapidement sombrer dans l'anarchie. Mais, à part la violente guerre civile qui ravagea le Tadjikistan à partir de 1992, les États, les frontières et les régimes d'Asie centrale connurent une stabilité plus grande que prévu. Cette période de calme relatif semble, aujourd'hui, terminée. Les élites politiques locales, qui ont hérité leurs positions de l'époque soviétique et se sont figées dans un immobilisme complet, ne paraissent pas capables de s'adapter aux changements en cours. Ajoutons que la politique conduite par les grandes puissances, au premier rang desquelles les États-Unis, est particulièrement inadéquate. Même s'il soutient activement les processus locaux de démocratisation (en offrant son appui aux ONG, aux partis d'opposition et aux médias), Washington axe sa stratégie régionale sur la défense de ses intérêts militaires et pétroliers. Cet ordre des priorités explique la mollesse de la condamnation, par la Maison-Blanche, du récent massacre d'Andijan — une indifférence qui confirme la relative vacuité des slogans démocratiques omniprésents dans la rhétorique américaine. L'Union européenne, pour sa part, n'a jusqu'à présent montré que peu d'intérêt pour les secousses qui affectent en ce moment même le cœur de l'Asie. Bruxelles ne semble pas du tout prêt à conduire une politique efficace dans la zone.

Quinze ans après l'effondrement de l'URSS, un vent de changement s'est brusquement mis à souffler sur l'Asie centrale. Dire que la région est mal préparée aux bouleversements à venir relève, on en conviendra, de l'euphémisme !

(1) D'après les témoignages de plusieurs journalistes locaux, entre 50 et 100 combattants se sont introduits dans Andijan en provenance de la ville voisine d'Osh, au Kirghizistan. Mais l'identité exacte des rebelles reste inconnue.

(2) Sergueï Luzyanin, " Eto tolko natchalo " (" Ce n'est qu'un début "), *Nezavisimaïa Gazeta*, Moscou, 17 mai 2005.

(3) Vicken Cheterian, " La vallée de la Ferghana, cœur divisé de l'Asie centrale ", *Le Monde Diplomatique*, mai 1999.

(4) Namangani aurait été tué pendant la bataille de Kunduz, dans le nord de l'Afghanistan. Quant à Tahir Yuldash, il se trouverait dans l'une des régions tribales du nord-ouest du Pakistan, en compagnie d'une centaine de combattants du MIO. D'après certaines sources, des anciens membres du MIO se seraient regroupés dans leurs anciennes bases de la région de Batken au Kirghizistan ou de Tavildara au Tadjikistan, et seraient les responsables de l'assaut sur Andijan en avril 2005.

(5) International Crisis Group, "The Curse of Cotton : Central Asia's Destructive Monoculture", *Asia Report* N° 93, 28 février 2005, Bruxelles.

(6) Cette lutte interne s'explique par deux raisons : d'abord, la mort de Charaf Rachidov, l'homme fort de l'Ouzbékistan à l'époque de Brejnev ; ensuite, l'enquête conduite par deux envoyés de Moscou, Gdlian et Ivanov, qui découvrirent un vaste réseau de corruption ayant des ramifications dans toute la république et remontant jusqu'à Moscou : un scandale connu sous le nom de l'"affaire du coton".

(7) Gulnoza Saidazimova, "Uzbekistan : Islam Karimov vs. the Clans", *Radio Free Europe / Radio Liberty*, 23 avril 2005.

(8) *Moscow News*, N° 47, 1-7 décembre 1995.

(9) Grâce à sa richesse pétrolière, le Kazakhstan affiche de remarquables résultats économiques. En 2004, le montant de ses exportations s'est élevé à 21 milliards de dollars alors que ses importations ne représentaient que 13,5 milliards. Quant au PIB par habitant, il est passé de 700 dollars il y a dix ans à 2 700 dollars aujourd'hui. Pour la seule année 2004, il a augmenté de 9,2 %. Voir : *UPI*, 2 mai 2005.

(10) Ivan Safronov, *Kommersant*, Moscou, 4 avril 2005. L'organisation de sécurité collective est l'alliance militaire de la Communauté des États Indépendants, à laquelle participent la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, la Biélorussie et l'Arménie. Trois mille soldats tadjiks, russes, kazakhstanais et kirghizes ont participé à ces manœuvres. L'Arménie et la Biélorussie ont pris part à l'élaboration des exercices et ont envoyé des observateurs les superviser.

(11) Shirin Akiner, *Tajikistan, Disintegration or Reconciliation ?*, The Royal Institute of International Affairs, Londres, 2001.

(12) L'accord de paix stipulait que 30 % des postes au gouvernement iraient à l'ancienne opposition tandis que les 70 % restants seraient répartis entre les groupes qui avaient soutenu les autorités pendant la guerre civile.

(13) Mohammed-Reza Djalili et Thierry Kellner, *Géopolitique de la nouvelle Asie centrale*, Presses universitaires de France, 2003.

(14) Marat Yermukanov, "Sino-Kazakh pipeline project has demographic, as well as economic, dimension", *Eurasia Daily Monitor*, Jamestown Foundation, Volume 2, N° 75, 18 avril 2005.

(15) Bakiev a été le leader des manifestations de mars 2005 qui ont conduit à la chute du régime d'Askar Akaev.